

## **L'exception culturelle n'est pas négociable !**

Le 13 mars 2013 risque de marquer un tournant majeur et scandaleux dans la construction de l'Europe.

C'est le jour où la Commission européenne a décidé de piétiner l'exception culturelle en adoptant un projet de mandat de négociation qui intègre les services audiovisuels et cinématographiques aux discussions commerciales qui débiteront cet été avec les Etats-Unis.

Oubliées les paroles enflammées du Président Barroso qui assurait en 2005 que « *dans l'échelle des valeurs, la culture vient devant l'économie* ». Balayées toutes les déclarations d'amour au cinéma du même Président Barroso lorsque les cinéastes avaient été contraints de se mobiliser pour défendre le programme MEDIA. Et quid de ce slogan porté par la Commission : « *Europe loves cinema* » !

A quelques mois de la fin de sa présidence, on peine à savoir quelle trace Monsieur Barroso veut laisser dans l'histoire de l'Europe. Pour l'heure, c'est malheureusement l'image du destructeur, du fossoyeur, du chantre de la démission culturelle qui domine. Il semble même ne pas avoir retenu la leçon que lui-même donnait il y a peu : « la réponse à la crise, c'est la culture. »

Ne nous y trompons pas, le mandat de négociation proposé est un renoncement, une capitulation, une rupture.

Il y a 20 ans, c'est sur le territoire européen que se forgea cette volonté commune de soutenir la création et de promouvoir sa diversité.

La Culture est au cœur de l'identité et de l'idéal européens.

Il y a 20 ans, l'exception culturelle faisait irruption dans le paysage international et permettait la reconnaissance d'un statut spécifique aux œuvres de l'esprit qui ne peuvent pas être des biens comme les autres et qui doivent être exclus des négociations commerciales.

Il y a 20 ans, à l'occasion des accords du GATS, c'est au nom de l'exception culturelle que la création et la diversité linguistique ont pu continuer à bénéficier de règles de protection et de soutien.

Le bilan est positif pour ceux qui veulent le regarder avec objectivité : la diversité culturelle est aujourd'hui une réalité pour la plupart de nos territoires, facteur d'échange et de compréhension mutuelle, mais aussi génératrice d'emploi et de croissance.

L'Europe que nous aimons est celle qui a œuvré pour faire émerger la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et qui l'a ratifié en grande pompe dès 2006, rassemblant 126 pays du monde entier. L'Europe que nous aimons est celle que le monde regarde avec fierté comme initiatrice et porteuse de cette grande idée.

Avec l'adoption de ce mandat de négociation qui réduirait la culture à une monnaie d'échange, la Commission (à l'exception de 3 commissaires qui ont voté contre) a renoncé à défendre l'exception culturelle. Elle s'est reniée et a renié les engagements qu'elle avait pris, n'hésitant pas à faire preuve d'une duplicité condamnable.

Nous détestons cette Europe qui veut désormais se soustraire aux grands principes posés par la Convention, notamment celui qui consacre la souveraineté culturelle des Etats.

Face à des Etats-Unis dont l'industrie du divertissement est la seconde source d'exportation, la libéralisation de l'audiovisuel et du cinéma signifierait le démantèlement annoncé de tout ce qui a protégé, promu et développé la culture européenne. Cette politique, doublée d'une hyper-bienveillance fiscale pour les géants numériques américains, ressemble à s'y méprendre à une volonté consciente de mettre à genoux la culture en Europe.

Ceux qui, au nom de l'Europe, auront couvert ou accepté cette démission en seront définitivement redevables aux yeux de l'Histoire. La diversité culturelle ne peut être une monnaie d'échange, elle doit rester une ambition, une exigence et un engagement.

Il n'est pas trop tard !

Nous nous battons pour que l'Europe continue à écrire son Histoire par l'esprit, par la Culture, par un regard divers sur soi et sur le Monde, afin que les citoyens puissent apporter des réponses profondes et complexes aux défis que notre époque soulève.

Les personnalités européennes signataires appellent solennellement les chefs d'États européens à se prononcer en faveur de l'exclusion des services audiovisuels et cinématographiques des négociations entre l'Europe et les Etats-Unis.